Samedi 5 et dimanche 6 mai 1979 – No 1 086

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Ménager la chèvre et le chou

LA journée du 3 mai a été dominée par des discussions de politique étrangère. Giscard s'entretenait avec les chefs de file des grands partis politiques, à l'exception de Marchais qui avait décliné l'invitation et de Chirac qui, lui, n'était pas invité. Au même moment, François Poncet prononçait son discours devant le Parlement sur la politique étrangère. Dans ce discours, qui fait la part entre la chèvre et le chou, nous relevons trois points forts.

Il a tout d'abord – concrétisation de la visite de Giscard à Brejnev – fermement défendu l'idée de détente entre les deux superpuissances, l'URSS et les États-Unis : *« La détente entre l'Est et l'Ouest reste la clé de la paix »*. La politique d'autruche du gouvernement français se poursuit. Il feint de supposer que la détente existe effectivement et qu'elle est un facteur de régulation et de contrôle des forces dominantes dans le monde.

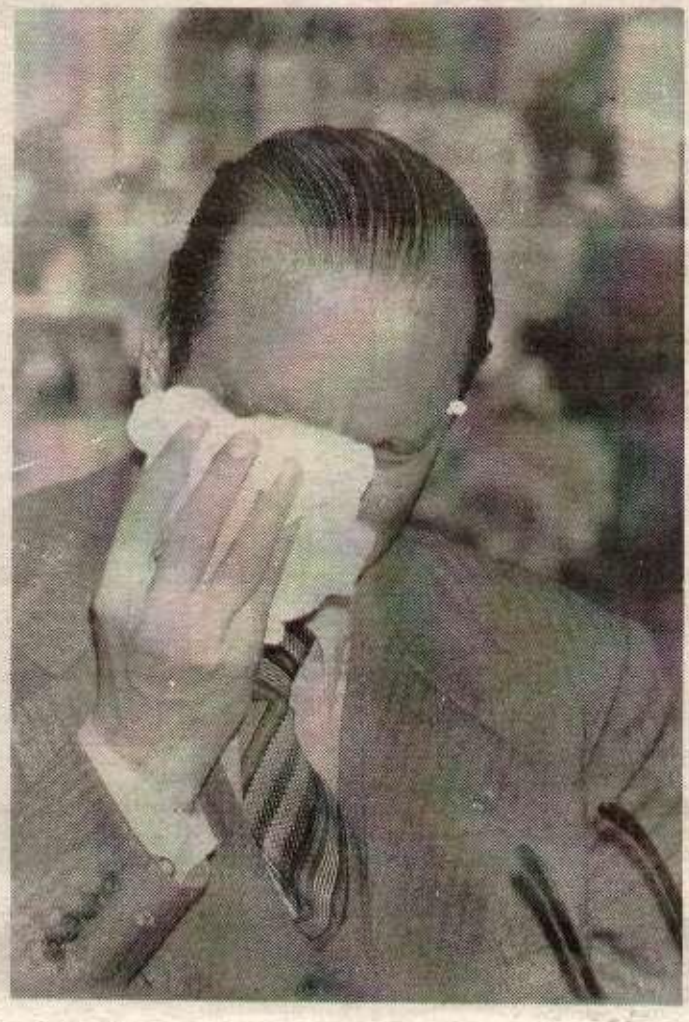
Les deux autres points clés du discours de Poncet consiste à la fois à affirmer la politique néocolonialiste de la France : *« Deux régions sont vitales : l'Afrique pour les matières premières, le Proche-Orient pour le pétrole »*, et de tenir compte – poussé par la force du tiers monde – des droits mêmes de ces pays (l'interdiction de la tournée en France des Springsbooks en est un signe), de reconnaitre la portée diplomatique de plus en plus déterminante de la politique de la Chine : *« Sa percée peut être un des facteurs de redistribution de l'équilibre mondial »*.

Par ailleurs, cette journée a été marquée par le ramdam des mass-média sur la visite de Mitterrand à Giscard pour écouter son compte rendu de voyage en URSS. Cette rencontre est d'autant à souligner que Chirac, président du RPR, parti de la majorité présidentielle, n'était pas invité.

Autre coïncidence : Mitterrand a déclaré que Chirac était allé un peu trop loin en remettant en question la légitimité de Giscard (si la liste UDF n'obtient que 30 % des suffrages), il serait question tout au plus d'une remise en question de la politique du président de la République et non de sa légitimité.

L'ouverture socialiste de Giscard a-t-elle fait un pas de plus ?

Nathalie VILLOTIERS



Chirac tête d'affiche dans «Un homme de trop»

DONNÉ en baisse par tous les instituts de sondage, le RPR poursuit son déclin dans les convulsions. Son leader n'a plus rien à voir avec l'homme fort de la majorité qu'il rêvait d'être. Pire, il est devenu la cinquième roue du carrosse giscardien.

Voir article page 3

Elections en Grande-Bretagne

Les conservateurs l'emportent

A QUELQUES heures de la publication des résultats définitifs, il était pratiquement acquis vendredi matin que Callaghan avait perdu les élections en Grande-Bretagne. Le Parti conservateur de Mme Thatcher semblerait même en passe de remporter la majorité la plus importante depuis longtemps avec environ 330 sièges, soit 25 d'avance.

Au fur et à mesure qu'avançait la campagne électorale, le *Morning Star*, le journal du petit parti révisionniste britannique, adoptait un ton de panique pour appeler les travailleurs à *« tout faire pour barrer la route aux conservateurs »*. Ce qui, en pratique, pouvait se résumer par *« voter Callaghan »*.

C'est oublier un peu vite – mais est-ce un oubli ? – que Callaghan aura été, depuis des dizaines d'années, le premier ministre qui aura le mieux servi le grand capital britanique avec sa politique de collaboration de classe, avec les syndicats qui lui étaient tout dévoués, Callaghan a réussi, tout au long de ses trois ans et demi de gouvernement, à imposer à la classe ouvrière britannique une période d'austérité qu'aucun gouvernement conservateur n'avait pu mettre en place auparavant. Pendant trois années consécutives, Callaghan a bloqué les salaires à une augmentation de 5 % par an et cela alors que l'inflation oscillait entre 10 et 20 %. La conséquence en a été une baisse immédiate de plus de 20 % du pouvoir d'achat des travailleurs. Et tout cela avec la totale bénédiction des directions syndicales ! C'est finalement l'immense vague de grèves parties de la base au moment où le gouvernement a voulu imposer son plan pour la quatrième année consécutive qui est la véritable cause de la démission du gouvernement. Ce sont les ouvriers de Ford, les métallurgistes, les chauffeurs routiers, les petits employés municipaux qui ont renversé le gouvernement. On ne voit pas dans ces conditions, quels avantages ils auraient eu à le réélire.

La classe ouvrière britannique a fait l'amère expérience de la social-démocratie, elle en a tiré la leçon.

Est-ce dire pour autant que les choses iront mieux avec les conservateurs ? Certainement pas. On sait qu'Elizabeth Thatcher a fait de la répression anti-syndicale et anti-immigrés son cheval de bataille.

Mais encore faudrait-il que ses désirs puissent devenir des réalités. Car là, au moins, les choses sont claires.

Ce sont les mineurs en grève qui ont renversé le gouvernement conservateur Heath en 1974. C'est toute la classe ouvrière britannique en lutte qui vient de renverser Callaghan. Face à une attaque frontale du nouveau gouvernement conservateur que devrait former Mme Thatcher, elle ne restera pas inactive, et là d'autant plus que les syndicats ne seront plus liés au gouvernement.

Serge FOREST

23e CONGRES DU PCF

Histoires de ruptures avec le PCF

INTERVIEW

Le PCF et l'alliance avec le tiers-monde

Voir pages 4 et 5

MARSEILLE

Meeting organisé par le comité de défense de l'Union générale des travailleurs tunisiens

Le combat que mènent les travailleurs tunisiens

Correspondance Marseille

LE samedi 28 avril à 15 heures, s'est tenu à Marseille un meeting organisé par le Comité de défense de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens). Après un rappel historique des luttes menées par l'UGTT, le point a été fait sur la situation actuelle en Tunisie. Une projection de diapositives nous a permis de constater plus concrètement le combat des travailleurs pour la satisfaction de leurs revendications légitimes, pour la démocratie et la défense de la Tunisie contre l'emprise de toute domination extérieure. Bien que noyé dans le sang par la dictature destourienne le 26 janvier 1978, le combat continue.

L'organisation *« Le Travailleur tunisien »*, l'UNEM (Union nationale des étudiants du Maroc), le Comité de lutte français-immigrés et le comité de Marseille de notre parti avaient, en cette occasion, envoyé des messages de soutien. Cette solidarité est plus que jamais nécessaire au moment où, en Tunisie comme en France, le pouvoir et le patronat frappent les travailleurs de plein fouet.

C'est ce qu'exprimait le message du PCML : *« En France vivent plusieurs centaines de milliers de Tunisiens, victimes des mesures arbitraires du pouvoir et de la propagande raciste qui vont encore s'accentuer par les lois scélérates en préparation. Le PCML soutient les initiatives du Comité de défense de l'UGTT. Ses revendications, la lutte qu'il mène et que nous menons, avec tous les démocrates et les progressistes pour soutenir nos frères immigrés sont des revendications et une lutte communes. La façon dont le gouvernement français entend traiter l'immigration en provenance du tiers monde est antidémocratique et sans respect pour les peuples qui ont vaillamment acquis leur indépendance. Nous nous battons pour des rapports d'égalité entre les peuples. C'est cela la démocratie, c'est cela l'esprit anticolonialiste »*.

Vive la lutte du peuple tunisien !

Vive le Comité de défense de l'UGTT !

Libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux !

Le 1er Mai et la révolution érythréenne

A L'OCCASION du 1er Mai, nous avons reçu de l'Association des travailleurs érythréens en Europe un communiqué dont nous reproduisons de larges extraits. Dans ce texte, les travailleurs érythréens affirment l'importance primordiale idéologique et politique de la classe ouvrière érythréenne, classe formée sous le colonialisme italien dans la lutte de libération érythréenne. Il dénonce ensuite le rôle criminel de l'Union soviétique dans la guerre de génocide menée contre le peuple érythréen.

Le 1er Mai est une journée internationale des travailleurs, célébrée par la classe ouvrière internationale et les peuples opprimés du monde.

(...)

C'est un jour important où le prolétariat et les peuples opprimés tirent des leçons de leurs expériences passées pour consolider leurs acquis et déterminer leurs objectifs futurs et leurs méthodes de lutte.

(...)

C'est un jour où les forces socialistes, les mouvements ouvriers, les mouvements de libération nationale dans les pays colonisés et opprimés expriment leur solidarité et leur unité dans la lutte. La révolution érythréenne dirigée par son avant-garde, le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), est partie intégrante du mouvement révolutionnaire mondial et du mouvement ouvrier international.

(...)

Il est vrai qu'il traverse actuellement une période très difficile et qu'il subit des reculs temporaires (il a effectué une retraite stratégique de quelques villes libérées), face à l'offensive massive déclenchée par le régime fasciste éthiopien et l'intervention directe de l'Union soviétique. Cependant l'indomptable détermination des masses érythréennes ne fléchira jamais devant la sainte-alliance soviéto-éthiopienne.

L'Union soviétique qui a soutenu la cause de l'indépendance de l'Erythrée lorsque le problème fut discuté en 1950 à l'Assemblée générale des Nations Unies, essaie aujourd'hui furieusement d'étouffer la flamme révolutionnaire érythréenne. L'Union soviétique, non seulement fournit des armements massifs et sophistiqués au DERG, mais aussi intervient directement et dirige actuellement l'offensive pour écraser notre juste lutte pour l'autodétermination et la justice sociale.

Elle apporte sans réserve un soutien militaire et politique au régime contre-révolutionnaire éthiopien. L'Union soviétique calomnie la révolution érythréenne avec des mensonges et des allégations sans fondement afin de justifier son soutien au régime fasciste (DERG).

Sous le prétexte de « renforcer un régime anti-impérialiste », elle traite notre révolution de « mouvement réactionnaire au service de l'impérialisme ». L'Union soviétique s'est enfoncée jusqu'au point de falsifier l'histoire et de nier l'attitude correcte qu'elle avait adoptée lors de l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1950, qui est un soutien inconditionnel à l'indépendance de l'Erythrée. *(Voir Temps nouveaux* No8 février 1979). Cependant, c'est un fait incontestable que la révolution menée par le FPLE est une révolution anti-impérialiste, antisioniste, antiféodale, antiréaction. La transformation sociale, fondamentale que le FPLE a réalisée dans les zones libérées est un témoignage vivant des objectifs pour lesquels il combat. D'autre part, l'attitude de l'URSS est une négation criante et en contradiction avec les principes fondamentaux du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en essayant d'affaiblir un véritable mouvement révolutionnaire, elle sert objectivement les intérêts de l'impérialisme. Il est absolument clair que les allégations dénuées de tout fondement qui sont étiquettées par l'Union soviétique sur notre révolution, ne sont destinées qu'à masquer ses véritables intentions, sauvegarder ses intérêts nationaux propres au détriment de la libération des peuples. L'attaque de grande envergure menée par l'URSS et le DERG fasciste contre la révolution érythréenne est en effet une attaque contre la lutte révolutionnaire mondiale pour la libération et l'émancipation sociale.

C'est le devoir de toutes les forces révolutionnaires de défier et de dénoncer la sainte-alliance de l'URSS et du régime militaire éthiopien. Toutes les forces révolutionnaires et démocratiques doivent dénoncer l'intervention soviétique au côté du régime éthiopien dans sa guerre de génocide contre le peuple érythréen. Toutes les organisations et les peuples démocratiques, épris de paix, doivent soutenir le peuple érythréen qui subit des sacrifices immenses pour son indépendance nationale et la justice sociale. Leur soutien matériel et politique est en ce moment plus nécessaire que jamais.

Association des travailleurs érythréens en Europe.

Première grève générale en Argentine sous Videla

LA première grève générale en Argentine depuis l'instauration du régime fasciste du général Videla — en 1976 — largement suivie dans tout le pays, a notamment paralysé la ceinture industrielle de Buenos Aires le 27 avril. La grève a été totale dans les usines automobiles, métallurgiques, textiles et papetières de la banlieue de la capitale qui regroupe 40 % de la population du pays. Elle a été largement suivie dans les frigorifiques, le port et les centres ferroviaires.

La grève avait été appelée par la « commission des 25 » qui regroupe 25 des plus importants syndicats du pays au niveau national, non seulement pour revendiquer des augmentations de salaires, mais également en signe de protestation contre la politique économique et sociale du gouvernement, pour exiger le respect des droits syndicaux inscrits dans la constitution, la liberté des syndicalistes emprisonnés et la défense de l'industrie nationale contre les monopoles étrangers.

Videla avait averti la veille qu'il ne tolérerait pas la réalisation de la grève et qu'il *« garantirait par tous les moyens et avec la force que lui donnent la raison et la loi la liberté du travail et l'ordre public »*, en attribuant l'appel à la grève à *« un groupe minoritaire qui a choisi la voie de l'illégalité pour perturber la marche du processus de réorganisation nationale »*.

Il avait en même temps arrêté 21 dirigeants de la « commission des 25 ». Aussitôt une « commission provisoire » s'est mise en place qui a confirmé l'appel à la grève, qui a été suivie à 70 % dans tout le pays.

Ainsi malgré les menaces et les mesures d'intimidation, la *« journée de protestation nationale »* a obtenu un succès éclatant. Il est à noter que la journée s'est déroulée dans le calme et dans un climat de discipline parfaite. Par ailleurs, malgré les menaces de Videla, les forces de l'ordre n'ont pas osé intervenir violemment contre les grévistes devant la puissance du mouvement.

Pierre DELAUBE

ALLEMAGNE DE L'EST

10e session du Comité central du Parti Est-allemand

LORS de la 10e session du Comité central du parti est-allemand, ses dirigeants ont reconnu les graves difficultés que traverse l'économie est-allemande et évoqué le gaspillage des matières premières et du matériel. Ces difficultés sont mises principalement sur le compte de *« l'hiver rigoureux »*, mais il est certain que les dures conditions imposées par l'URSS à la livraison de produits énergétiques n'y sont pas étrangères.

Par ailleurs, Honecker, secrétaire général, a annoncé la poursuite de la politique de relations avec l'Allemagne de l'Ouest, soulignant qu'il *« n'existe pas d'autre alternative »*.

Ces dernières semaines, on avait pourtant constaté un net durcissement de Berlin-Est vis-à-vis de Bonn, notamment avec les mesures prises contre les journalistes occidentaux, la nouvelle loi restreignant l'usage des devises occidentales, etc.

Les déclarations de Honecker semblent indiquer les limites de ce durcissement, qui, s'il s'accentuait, détériorerait la coopération économique entre les deux Etats allemands et aggraverait la crise interne de l'Allemagne de l'Est.

J.S.

Nouvelles persécutions contre Havemann

EN résidence surveillée depuis deux ans et demi, le professeur Robert Havemann vient d'être l'objet de nouvelles mesures répressives. Lors d'une perquisition, tous ses manuscrits et tout le courrier qu'il a reçu ont été saisis. Il a été inculpé d'infraction à la loi et soumis à un interrogatoire.

Les autorités voudraient bien se débarrasser de Havemann, par exemple en l'expulsant à l'Ouest. Mais elles n'osent pas non plus aller trop loin, vu le passé antinazi prestigieux de Havemann, figure de proue de l'opposition est-allemande et qui bénéficie de nombreuses sympathies à l'Est comme à l'Ouest.

L'HUMANITE ROUGE Samedi 5 et dimanche 6 mai 1979

Meeting devant l'usine, toujours occupée, d'Usinor-Longwy.

Longwy : la grève s'étend

LE 1er mai à Longwy, environ 300 sidérurgistes de l'aciérie, de la Chiers, des grands bureaux, manifestaient devant le commissariat. Il s'agissait pour eux de protester contre la présence des CRS à Longwy et d'exiger leur départ de la ville. Au tir de grenades lancées par les CRS, les travailleurs ripostaient en lançant des pierres. Un manifestant était blessé par une grenade lancée à tir tendu qui l'atteignit dans le dos.

Et voilà que mercredi à la télévision et dans l'édition du *Républicain lorrain* de jeudi, le maire PCF de Longwy, Jules Jean, s'en prend aux travailleurs, parle de « provocation », d'« individus douteux ». A l'en croire, il n'y aurait eu le 1er Mai que des « provocateurs » et quelques « travailleurs abusés ». Parmi les sidérurgistes, l'indignation est grande contre ce coup de poignard dans le dos. Mais il est vrai que les propos de Jules Jean sont conformes à l'attitude constante de la direction du PCF de Longwy à chaque fois que les travailleurs ont riposté aux interventions policières. A chaque fois, ils se sont fait traiter de « provocateurs ». Pendant ce temps, à Usinor, la lutte s'étend. Dans l'après-midi de vendredi, les travailleurs de l'atelier mécanique, par 600 voix sur 900, ont décidé la grève avec occupation des locaux. Ainsi, peu à peu, la grève s'étend sur l'ensemble de l'usine.

Plus que jamais, la solidarité avec les sidérurgistes de Longwy s'impose. Le combat qui se poursuit là-bas, dans des conditions difficiles est la preuve que les sidérurgistes ne resteront pas les bras croisés face aux licenciements et aux interventions policières.

YOUGOSLAVIE

40e anniversaire du Comité central dirigé par Tito

Il y a 40 ans était constitué le comité central du Parti communiste de Yougoslavie, sous la direction de Josip Broz Tito. Cet anniversaire a été célébré le 1er Mai à Belgrade lors d'un grand meeting où Stane Dolanc, secrétaire du comité central, a pris la parole.

La constitution, il y a 40 ans, d'un comité central dirigé par Tito, a marqué un tournant dans l'histoire de la révolution yougoslave.

De 1919, date de sa création, à 1936, le Parti communiste yougoslave avait été traversé par de nombreuses luttes de fraction qui avaient paralysé son action. Ses dirigeants résidaient à l'étranger, loin des luttes à l'intérieur du pays.

Chargé en 1936 par l'Internationale communiste de redresser le parti, Tito développa un travail immense, unifia le parti, développa ses liens avec les masses laborieuses, agit pour la création d'une direction unifiée. Ce fut fait en 1939.

Les peuples yougoslaves disposaient dès lors d'un parti apte à assumer son rôle dirigeant et apte à les guider vers la victoire au travers des épreuves qui l'attendaient : la guerre, l'occupation, la libération et la reconstruction.

Et si, en 1945, les peuples de Yougoslavie libérèrent leur pays en comptant principalement sur leurs propres forces, c'est à leur héroïsme d'abord, mais aussi à la direction et à la ténacité du secrétaire général du parti, Josip Broz Tito, qu'ils le durent.

Jean SCHUBERT

BLANCHISSERIES DE GRENELLE (ISSY-LES-MOULINEAUX)

Négociations à coups de grenades lacrymogènes

LES travailleurs, en majorité des femmes immigrées, des blanchisseries de Grenelle à Issy-les-Moulineaux (région parisienne) se sont mises en grève, il y a déjà cinq semaines pour une augmentation de salaire de 1,10 F par heure et contre leurs conditions de travail très pénibles. Les employés avaient décidé avec leur syndicat CGT d'occuper leur établissement, la direction les a lock-outés. Jeudi 3 mai, elle leur a lancé ses vigiles.

Mercredi 2 mai au soir, la CGT appelait les travailleurs à se regrouper très tôt jeudi matin devant l'entrée de la blanchisserie. Des incidents ont alors éclaté entre les travailleurs et les vigiles. Ceux-ci stationnés dans l'enceinte de la blanchisserie ont lancé des grenades lacrymogènes et frappé avec des nunchakus. Deux travailleurs ont été blessés et hospitalisés.

Mais devant la riposte des travailleurs, les vigiles ont dû se réfugier dans un bâtiment. Encerclés par les travailleurs, ils ne sont sortis avec leurs chiens que vers midi, le visage dissimulé par des cagoules.

Les travailleurs ont ensuite passé la journée devant la blanchisserie toujours en liaison permanente avec leurs délégués CGT, négociant à Nanterre avec l'inspection du travail et la direction.

Celle-ci utilise toutes les ficelles (suspension de séance, etc.) pour faire traîner les négociations. A l'issue des affrontements avec les vigiles, elle a déclaré jeudi soir *« qu'elle ne pouvait plus négocier »*.

Par ailleurs, elle tente de déconsidérer les travailleurs, en propageant des rumeurs selon lesquelles les employés auraient crevé les pneus des camionnettes et brûleraient le linge.

L'offensive de la direction ne fait que renforcer la détermination des travailleurs. Jeudi, seuls 20 % des employés et des camionnettes ont travaillé.

Chirac tête d'affiche dans « Un homme de trop »

« *LORSQUE l'essentiel est en cause, chez les gaullistes, la contestation individuelle cède aussitôt la place au rassemblement sur une même idée de la France* ». Cherchez l'erreur ! Car il y a un problème. Chirac déclarait donc dans une interview au *Figaro* que tout rentrait dans l'ordre chez les gaullistes, dès que le danger menaçait. Or le danger existe bel et bien pour le RPR : *« La coalition socialo-communiste »*, comme il dit, existe toujours. L'UDF présente sa propre liste aux élections européennes, Barre la soutient. Giscard qualifie aimablement Chirac *« d'agité »* et ne l'invite même pas à son compte-rendu de voyage en URSS, où il a pourtant invité tous les autres chefs des grands partis politiques, Marchais, Mitterrand, Lecanuet.

Malgré tous ces problèmes, les militants du RPR, parlementaires en tête, ne font pas bloc autour de Chirac. C'est le moins que l'on puisse dire.

Etienne Pinte, ex-suppléant (RPR) d'Alain Peyrefitte en Seine-et-Marne et député des Yvelines démissionne de la commission exécutive du RPR ; il regrette *« l'absence de débats démocratiques »* dans les instances du RPR.

Michel Cointat, ancien ministre de l'agriculture, député RPR de l'Ile-et-Vilaine, lance un appel aux députés de son groupe pour signer *« une déclaration commune des gaullistes européens pour une Europe des réalités »*.

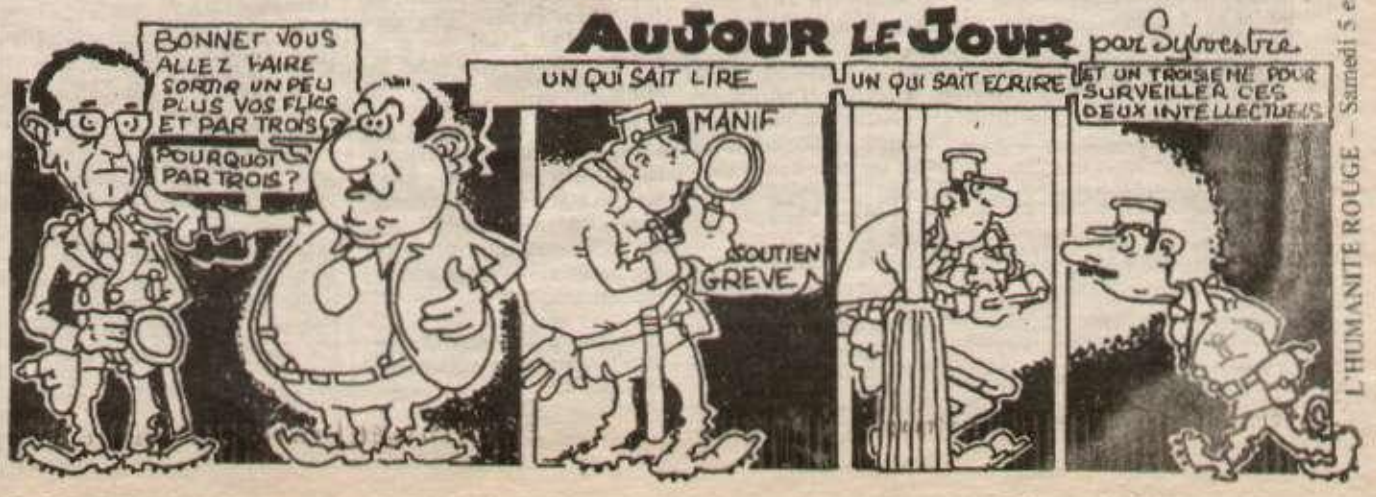
Parmi les dossiers qui jonchent les bureaux de l'Assemblée nationale, on peut trouver sur celui de Rufenacht, député de la Seine-Maritime un texte rédigé par une dizaine de députés RPR dans lequel ils estiment que *« Jacques Chirac détourne les élections européennes de leurs objectifs et qu'ils ne peuvent plus souscrire à sa politique »*.

Enfin, juste au moment où le RPR, le PS et le PCF exigeaient une session extraordinaire du Parlement sur l'emploi, Guichard, baron du RPR, condamnait cette convocation du Parlement. Ensuite, le même Guichard s'est associé à Poniatowski et à Sudreau pour regretter que la majorité n'ait pas déposé une liste unique aux élections européennes. Dernier fait, en date d'Olivier Guichard : jeudi 3 mai, il réunit vingt-six députés RPR pour parler de ce *« qui les inquiète dans le fonctionnement et les orientations du RPR »*.

L'inquiétude de ces parlementaire, s'est amplifiée depuis que Chirac a remis en cause la légitimité de Giscard, si la liste UDF — qu'il soutient indirectement — n'obtient que 30 % des voix aux élections européennes.

Claude Labbé qui cumule les fonctions de conseiller politique au RPR, de président du RPR à l'Assemblée nationale, a beau dire, beau faire et beau menacer les « dissidents » *« la politique de l'entre-deux chaises est la plus détestable qui soit »*, il n'en reste pas moins que le RPR et Chirac perdent de leur assise, de leur influence.

Nathalie VILLOTIERS



Airbus-Boeing : la guerre de l'espace

LES économistes bourgeois ne se sentent plus ces derniers temps. Ils sont en fête. Pourquoi ? L'Airbus, l'avion européen se vend bien, très bien. Les gros profits juteux sont prometteurs. Déjà les Américains font savoir de-ci, de-là que cet avion les gêne pour ne pas dire autre chose.

Quel est l'enjeu ? Qui tire son épingle du jeu parmi les monopoles européens ?

L'Airbus est un avion européen fabriqué en partie avec le concours des Américains pour ce qui concerne les réacteurs.

C'est un avion qui peut transporter 250 passagers environ. La société fondée à l'occasion de sa construction est Airbus-industrie, son « patron » est M. Lathière.

Déjà 287 exemplaires des modèles A 300 et A 310 ont été l'objet de commandes fermes ou d'options. Ce chiffre dépasse déjà le score réalisé par la Caravelle de la SNIAS.

Le coût du programme Airbus B2-B4 est de l'ordre de 4,7 milliards de francs. L'aérospatiale (France) fournira 2, 150 milliards, soit près de 50 %, c'est déjà une indication de la place des monopoles français dans le projet.

C'est le contribuable qui financera la plus grande partie (2 milliards), les monopoles 150 millions. Quant au programme A 310, son coût est évalué à 3,6 milliards de francs. Les experts bourgeois estiment que la « mise » initiale d'un grand programme aéronautique est de 35 à 40 appareils. Au-delà se situe la zone de rentabilité.

LA GROGNE AMÉRICAINE

Boeing, la principale firme constructrice d'avions civils du monde a déjà fait savoir qu'elle se sentait gravement concurrencée par l'Airbus. Ceci est confirmé par les chiffres publiés par le *Hérald Tribune*.

De ces chiffres, il ressort que la part des marchés obtenus par Boeing est passée de 59 % en 1977 à 57 % en 1978, celles de Lockheed de 7 à 6 %, celles de Mc Donnel-Douglas de 28 à 17 %. Airbus industrie passait, dans le même temps, de 6 à 19 %.

L'ENJEU

Il s'agit pour les européens de conquérir leur indépendance dans le domaine de l'aviation civile. Airbus-industrie a été créé en 1970, c'est un groupement d'intérêt économique de droit français. Pour les monopoles européens, il faut produire toujours plus, le moins cher possible, offrir des avantages aux compagnies acheteuses tant dans les délais de livraison, que les les délais de paiement, etc.

C'est actuellement, un atout essentiel d'Airbus-industrie sur les monopoles américains. Au-delà de l'indépendance, il y a la rivalité entre les monopoles européens et américains.

Un expert bourgeois américain du nom de Merril Lynch estime que d'ici 1990, 860 Airbus auront été livrés contre 675 Boeing 767. C'est dire l'apreté de la bataille.

QUI PROFITE ?

Les monopoles français sont remarquablement bien placés dans cette course. Le tableau que nous joignons montre particulièrement cette réalité. Après l'échec de Concorde, les monopoles français ont tiré la leçon. Ils modernisent leur appareil de production, restructurent leurs entreprises, concentrent les activités et le nombre de constructeurs déjà fort réduit diminue encore davantage.

Le déclin des monopoles français dans ce secteur n'est pas pour demain.

ET LES TRAVAILLEURS ?

Les experts bourgeois sont fiers, mais on ne parle guère embauche dans le secteur aéronautique. La sortie des appareils sera de l'ordre de 3 par mois en octobre 1979, de 8 à 9 d'ici à 1983. C'est dire le peu de répercussion sur l'emploi à court terme.

Et puis, dans l'aéronautique, la sous-traitance est fort développée. Les gros monopoles n'ont qu'à se baisser pour ramasser les sous.

D'aucuns vont gagner des sous, mais pour les travailleurs cela signifiera l'augmentation des cadences, l'aggravation des conditions de travail, la multiplication des emplois d'intérimaires, etc.

Alors, pour ceux-là, non il n'y aura rien de changé en mieux, au contraire.

Yves LEPIC

Quelques chiffres pour quelques vérités

Un airbus se vend environ 135 millions de francs pour le type B4. S'il est équipé de réacteurs du type Général électric CF 6-50, il rapporte 39 % aux monopoles français car la SNECMA participe à la réalisation du réacteur. S'il est équipé de réacteurs Pratt et Whitney (100 % US), les monopoles français ne ramasseront que 46,6 millions de francs par exemplaire.

Les autres pays ramasseront 27,5 % pour la RFA, 7 % à la Grande-Bretange, 16,5 % pour les USA, 5,3 % pour les autres partenaires.

Quant aux équipements, 60 % de ceux d'un B2-B4 sont français (Crouzet, Sagem, SFENA, SFIM, Thomson-CSF), 13,5 % allemands, 7,25 % anglais. Le reste est américain.

Les monopoles français peuvent se frotter la panse, ils s'engraissent.

Les sociétés participantes à la construction de l'Airbus

CASA (Espagne) ; Messerschmidt-Bolkow-Blohm (RFA) ; Fokker-VFW (Pays-Bas) ; Messier-Hispano (France), British Aérospace (Grande-Bretagne) ; Aérospatiale (France) ; Général électric (USA) et SNECMA (France) ou Pratt et Whitney (USA).

Au rectorat de Créteil, pour la protection, des vigiles armés de gourdins.

La répression n'épargne pas les enseignants

LES enseignants ne sont guère épargnés par la politique répressive du gouvernement. Menaces sur le droit de grève, inculpation au titre de la loi anti-casseur, présence arbitraire des flics dans les établissements scolaires sont leur pain quotidien. Mais de ce pain là, ils n'en veulent pas. Ils le rejettent comme en témoigne le communiqué du SGEN ci-contre. L'élan commun des travailleurs de l'éducation nationale et des parents d'élèves contre le redéploiement inquiète Beullac ; aussi tente-t-il de le briser.

Le 5 avril dernier, l'inspecteur de l'académie de Versailles envoyait une note aux chefs d'établissements scolaires dans laquelle il interdit de fait le droit de grève aux directeurs d'école, aux censeurs, aux surveillants généraux, au personnel de service et technique *« indispensables au fonctionnement matériel des services. »*

Mais ce n'est pas tout. *« Les enseignants n'ont pas à inciter les parents directement ou indirectement à retenir chez eux leurs enfants. »* Les enseignants n'ont donc pas à établir de lien avec les parents d'élèves au cas où leur lutte pourrait être aussi celle des parents. Sait-on jamais ! Cette circulaire vise à casser la solidarité qui se développe entre enseignants et parents.

Cette circulaire institutionnalise aussi la délation : *« Des comptes rendus écrits seront adressés sous 48 heures directement à l'Inspection académique par les chefs d'établissement du second degré et aux inspecteurs et inspectrices départementaux de l'éducation par les directeurs et directrices d'école. Ils porteront au premier chef les points suivants :*

— Présence des enseignants.
— Présence des élèves.
— Attitude des parents et des élus locaux.
— Tentatives de prise de parole ou d'occupation par des tiers ».

L'inspecteur de l'académie est bien effrayé, puisqu'il ajoute : *« Je rappelle enfin que l'accès des écoles, pendant les heures de classe est réservé aux seuls enseignants et élèves de cette école... »*

Monsieur l'inspecteur de l'académie de Versailles a oublié l'exception qui confirme la règle. Les personétrangères n'ont pas accés aux locaux scolaires pendant les heures de classe sauf les gendarmes et les gardes mobiles. Beullac semble, en effet, prendre l'habitude, à présent, de s'en entourer chaleureusement lors de ces déplacements. Lorsqu'il a visité les établissements scolaires de St-Malo et de Dinard, il était accompagné de nombreux gardes mobiles et gendarmes. Personnes étrangères à l'Education nationale ? Non, enfin jusqu'à maintenant !

Il faut quand même dire toute la vérité ; si Beullac s'est entouré d'une si aimable compagnie, c'est que, comme il l'a dit lui-même, les enseignants se livraient à des agissements contre la démocratie. Oui, ils manifestaient contre le redéploiement et le projet de formation professionnelle en alternance.

N.V.

Le SGEN-CFDT de l'académie de Créteil réuni en congrès condamne fermement la répression policière, seule réponse actuelle aux revendications des travailleurs.

Il dénonce la politique policière de l'Etat qui s'est déjà manifestée (prises d'otage à la suite du 23 mars, restrictions au droit de manifestation, application de la loi anti-casseur aux syndicats...)

Il appelle tous les syndicats à se mobiliser pour exiger la levée des inculpations, l'abrogation de la loi anti-casseur.

Créteil le 27 avril 1979.

NDLR : Le secrétaire académique (Créteil) du second degré, Daniel Véron, est arrêté à son domicile, gardé à vue et menacé d'inculpation au titre de la loi anti-casseur.

JESUS : J'ai adhéré au PCF en 1976. La base de mon adhésion n'était pas très claire. Ça venait après un certain nombre d'expériences plus ou moins gauchistes en milieu étudiant. Ça correspondait également à des préoccupations à propos du marxisme dont j'avais un peu entendu parler.

C'étaient des bases très floues. Mon adhésion s'est produite alors que la préparation de mars 1978 battait son plein et immédiatement je me suis inscrit dans le cadre de l'action militante pour le Programme commun.

Ce qui a été décisif dans le fait que j'ai finalement quitté le PCF, c'est qu'à un moment je me suis trouvé dans une lutte. Ça se passait dans ce qu'on appelle une PME. Et dans le cadre de cette lutte, il y a eu un certain nombre de contradictions qui me sont apparues de manière très vive.

— HR : Peux-tu préciser ?

JESUS : C'est simple : dans le cadre de l'Union du peuple de France, j'avais à m'allier avec des gens qui étaient des petits patrons ou des cadres. Or, d'une part sur le plan politique, moi, militant de base, je n'étais pas armé pour le faire et d'autre part, sur le terrain de la lutte de classe, je me trouvais en contradiction totale avec ces mêmes personnes avec qui on devait s'allier, puisque c'était la ligne du PCF. En clair, on a assisté à un conflit ouvert entre des petits patrons qui nous ont sacqués de manière très dure comme c'est souvent le cas des petits patrons. Le jour, je me battais contre ces gens-là et le soir,

---

Qu'en est-il exactement de l'internationalisme du PCF ? Récemment, Marchais effectuait une visite remarquée dans l'Ile de la Réunion. A cette occasion fut réaffirmée (et même hautement revendiquée dans le cours d'une polémique avec des forces de la majorité), la position du PCF concernant les colonies de l'impérialisme français, baptisées par celui-ci DOM-TOM. D'indépendance des peuples, il n'est plus question ici. Aux Réunionnais, Guadeloupéens, Martiniquais et autres peuples asservis par notre bourgeoisie, le PCF ne concède que le droit à « l'autodétermination *dans le cadre de la République française* ».

N'y a-t-il pas dans cette politique le refus concret de remettre en cause le caractère impérialiste de la France ?

Dans le projet de résolution, le PCF proclame que ceux qui luttent contre l'impérialisme *« peuvent compter sur notre solidarité »*.

Mais c'est bien mal aborder la question. Car, s'il est vrai qu'une de nos tâches révolutionnaires, à nous travailleurs de France, c'est d'apporter tout notre soutien aux peuples victimes de l'impérialisme ; en retour, nous devons reconnaitre et apprécier toute l'aide que nous apportent ces peuples par leurs luttes.

UNE CONDITION DE LA VICTOIRE DU SOCIALISME EN FRANCE

Sans eux, sans l'immense force qu'ils représentent et qui ébranle jusque dans ses fondements le système impérialiste, comment

23e CONGRES DU PCF

Histoires de ruptures avec le PCF

Aujourd'hui, Jésus : «Il fallait que je fasse alliance avec le petit patron contre lequel je me battais»

AUJOURD'HUI de nombreux militants du PCF s'interrogent sur la stratégie, la pratique, le fonctionnement et finalement la nature de ce parti. Ces interrogations et remises en cause vont souvent fort loin. A tel point qu'à un moment donné, vient à se poser la question : rester ou pas.

Choix difficile s'agissant d'un parti qu'on a cru révolutionnaire, pour lequel on a tant donné et auquel mille liens vous attachent. Et puis, rompre avec le PCF, oui, mais pour faire quoi ? On ne peut pas être communiste tout seul dans son coin.

Beaucoup se refusent à rejoindre ce qu'ils appellent les « *sectes d'extrême gauche* » inefficaces.

« *Se réfugier dans l'activité syndicale ou la vie associative pour répondre à un besoin de lutte qu'on ne peut faire aboutir au sein du PCF ne résoud rien non plus. Bien sûr, il est indispensable d'agir dans ces organisations mais s'en tenir là ne permet pas d'offrir une issue politique à la lutte de la classe ouvrière* ».

Ayant aligné toutes ces objections à une rupture avec le PCF, il reste un certain nombre de militants qui se proposent avec plus ou moins de conviction de « *lutter à l'intérieur du Parti* » pour le réformer.

Pour des militants placés sur le terrain concret de la lutte de classe, pour des militants qui veulent travailler au changement, les contradictions entre leurs propres aspirations, celles des travailleurs et la ligne du PCF, ont une dimension pratique qui les rend difficiles à vivre.

Finalement le choix demeure : rompre ou se soumettre. Et rompre non pas pour se retirer sur la touche mais pour poursuivre la lutte.

Nous avons rencontré deux militants parisiens du PCML, tous deux issus du PCF. Chacun en s'appuyant sur sa propre expérience a retracé l'itinéraire qui l'a conduit à rompre avec le PCF et à s'organiser dans le PCML. Nous leur donnons ici la parole.

(P.M.

je militais pour le PCF dans le cadre de l'Union du peuple de France. Evidemment, ça ne pouvait pas durer comme ça très longtemps.

Je me suis vu débarquer un matin à la suite d'une réunion de cellule du PCF en disant aux autres de façon très convaincante : « *Il faut absolument arrêter la lutte immédiatement — ça ne peut pas continuer, les élections ne sont pas loin.* » J'étais un militant révisionniste jusqu'au bout.

– *HR : Dans ta cellule, vous discutiez de la grève qui était en cours ?*

JESUS : Pas vraiment. Mais tout ce qui était dit en réunion de cellule à propos des luttes et de l'attitude qu'on devait avoir par rapport à elles concourrait à me donner ces idées.

C'était clair, il fallait arrêter la grève. On me disait : il y a là des gens qui peuvent voter pour l'Union de la gauche, il ne faut pas les effrayer et puis si on réussit à faire passer le Programme commun, eh bien, finalement, tout ce qu'on veut avoir par la lutte (par exemple le SMIC à 2 400 F), on l'aura.

– *HR : Comment tu as été reçu dans ta boite avec un discours pareil ?*

JESUS : Bon. Tu sais, les camarades au début, ils ont été un peu étonnés étant donné que j'avais été un des plus chauds pour la grève Dans un premier temps, j'ai réussi à convaincre pratiquement tout le monde. Mais heureusement que ça n'a pas été tout le monde parce que sur ces entrefaites est arrivé un camarade du syndicat — qui était également membre du PCML — et qui a un petit peu redressé la situation. Mais s'il n'avait pas été là, il y a des chances que j'aurai réussi à faire reprendre parce que comme militant du PCF, j'avais des arguments. Et puis le camarade du PCML dans toutes les discussions a largement contribué à mettre à nu les problèmes politiques et à partir de là j'ai commencé à me poser des questions sur ma présence au PCF et le rôle que je pouvais avoir.

Et je crois que c'est aussi à partir de là que j'ai commencé à acquérir une conscience de classe, à travers cette lutte. Avant le PCF ne m'avait pas du tout formé dans ce sens. Ça n'était rien d'autre qu'une notion abstraite pour moi.

– *HR : Tu dis que tu as eu des discussions avec un militant du PCML. Mais je pense qu'avant tout c'est avec les camarades de ta cellule que tu devais discuter de tout ce qui te posait des problèmes dans la politique du PCF. Comment ça s'est passé ?*

JESUS : Oui, tu as raison. Si tu veux tout le processus de départ du PCF et d'adhésion au PCML a commencé en mars 1978. J'étais dans une cellule du PCF qui était très active, qui a été plusieurs fois citée dans *L'Huma* pour son travail militant dans la campagne des législatives.

On était cinq ou six à militer très durement. Entre parenthèses, c'était cinq ou six sur une cellule de soixante. On avait alors une grande confiance dans l'Union de la gauche, le Programme commun, etc. Dès le premier tour des élections, on a commencé à avoir des doutes mais c'était pas clair du tout. Et ce noyau de camarades allait devenir plus tard ce qu'on appelle des oppositionnels. A partir de mars 1978, comme ça s'est passé un peu partout, on s'est posé un peu toutes les questions et ça a été assez radical.

– *HR : Tous les six ?*

JESUS : C'est simple, sur les six, on est deux à avoir rejoint le PCML. Deux autres sont aujourd'hui animateurs de *Luttes et débat*, un autre est dans la nature. Quant au dernier, c'est un « lignard ».

– *HR : C'est-à-dire ?*

JESUS : Un inconditionnel de la direction, si tu veux. Pour moi, les discussions se sont poursuivies avec le camarade du PCML. C'est là que j'ai trouvé les réponses politiques à toutes les questions que je me posais sur la stratégie du PCF mais également sur l'URSS.

Dans notre prochaine édition, le témoignage de Michel.

A propos de la solidarité internationale

Hors de l'hexagone, de puissants alliés pour la classe ouvrière

LA classe ouvrière en France ne peut seule venir à bout de la domination de la bourgeoisie capitaliste et de son État. Cette vérité – apprise et confirmée par plus de cent années de luttes de classe – pose immédiatement une question. Sur quelles autres forces, la classe ouvrière peut-elle compter pour opposer un rapport de force supérieur aux exploiteurs ?

Cette question des alliances alimente bien des débats, en particulier, sur la place des couches moyennes dans la confrontation des classes, sur les possibilités pour la classe ouvrière de les entrainer (et jusqu'à quel point) dans son combat. Toutes ces interrogations, on les retrouve pour une bonne part dans le débat sur l'Union tel qu'il se développe depuis l'échec de mars 1978.

Mais si cette question des alliances concerne au premier chef la société française, elle ne saurait se limiter à l'hexagone et on ne saurait la résoudre dans ce seul cadre.

Étant une partie d'un système impérialiste mondial, tirant sa puissance non seulement de l'exploitation des travailleurs en France mais également dans une large mesure de celle d'autres peuples à travers le monde, la bourgeoisie impérialiste française pourrait-elle être renversée sans la conjonction de ces forces ?

Peu de gens dans le mouvement ouvrier répondront par la négative. Et pourtant. Le projet de résolution pour le 23e congrès du PCF consacre quelques paragraphes à la « *nécessaire solidarité internationaliste* » avec « *toutes les forces révolutionnaires et progressistes qui luttent contre l'impérialisme* ». On peut cependant se demander jusqu'à quel point il ne s'agit pas de références de pure forme. Plusieurs faits viennent en effet ruiner le crédit qu'on peut accorder à ces protestations d'internationalisme. En outre, la politique du PCF n'est-elle pas porteuse d'un chauvinisme qui va à l'encontre des objectifs de la classe ouvrière et de ses possibilités même de conquérir le socialisme.

pourrions-nous espérer en finir avec l'oppression qui pèse sur nous. C'est bien la conscience de nos intérêts communs à nous travailleurs exploités dans une métropole impérialiste et à eux peuples dominés par l'impérialisme qui nous donnent l'assurance de la victoire finale. C'est dans cette alliance (dans cette aide mutuelle) que réside l'arrêt de mort du système d'exploitation.

COMBATTRE LE CHAUVINISME

L'oublier, c'est renoncer à faire la révolution en France. L'oublier, c'est inévitablement verser dans le chauvinisme.

En effet, vouloir résoudre le problème des alliances dans le seul cadre hexagonal, c'est fatalement sombrer dans le pessimisme ou alors la recherche d'alliances qui viennent contredire notre objectif socialiste. C'est renoncer au socialisme lui-même, puisque celui-ci ne saurait s'accomplir sans l'abolition de tous les rapports de domination, d'exploitation et de pillage établis par la bourgeoisie impérialiste française. N'est-ce pas ce que font les dirigeants du PCF lorsque, par exemple, ils se livrent à l'apologie du monopole nationalisé, Renault, en « oubliant » que sa prospérité ne tient pas tant au fait qu'il s'agit d'une « régie nationale » mais plutôt au fait qu'il s'agit d'un monopole « multinational ». C'est-à-dire qu'en plus des profits arrachés aux ouvriers français et immigrés, des milliers d'ouvriers sont durement exploités dans ses usines à l'étranger, en Argentine notamment.

On pourrait ajouter qu'avec sa théorie sur la France vassalisée, déclinante, dominée par les impérialismes américain et allemand, le PCF escamote le fait qu'il s'agit de la quatrième grande puissance impérialiste dans le monde. Il nous présente la France non comme un bénéficiaire du pillage impérialiste mais comme une victime.

POUR CONCLURE

Pour conclure, notre opinion à nous, c'est que les victorieuses luttes d'indépendance des peuples indochinois puis algérien menées contre notre bourgeoisie impérialiste ont, en affaiblissant celle-ci, créé des conditions bien plus favorables pour la lutte de la classe ouvrière en France. Ceci pour hier, mais il en va de même aujourd'hui pour la lutte d'ensemble des peuples et pays du tiers monde. N'est-ce pas là que se trouve pour la classe ouvrière le principal appui dans son combat pour le socialisme ?

Pierre MARCEAU

Solidarité avec la superpuissance soviétique ou avec les peuples et nations opprimés

Les déclarations internationalistes du PCF sont précédées, dans le projet de résolution, d'un pesant plaidoyer en faveur de la solidarité avec l'URSS dont la puissance, la politique de détente et de coexistence pacifique sont présentées comme une des « cartes maitresses » pour le passage au socialisme en France (appréciation qu'on ne retrouve pas s'agissant de la lutte des peuples contre l'impérialisme). Un tel propos pose une question supplémentaire — et de taille — puisque de nos jours, les luttes des peuples se heurtent (plus ou moins frontalement il est vrai) à l'URSS dont on peut difficilement nier le caractère impérialiste. Ce qui se passe en Erythrée est à ce titre exemplaire, puique l'URSS a ouvertement remplacé l'impérialisme US dans le rôle de puissance dominante en Ethiopie et d'organisateur du génocide du peuple érythréen. Où va donc la solidarité du PCF dans ce cas ? Au peuple érythréen et à son Front de libération ou aux trois mille officiers soviétiques qui dirigent la guerre d'anéantissement menée contre eux ?

N'est-il pas évident que la solidarité avec la superpuissance soviétique est incompatible d'avec le soutien internationaliste au peuple érythréen. Là encore, les dirigeants du PCF ont choisi leur camp et opposent un silence hautain aux questions que posent de nombreux militants.

Un fait seulement, c'est vrai, mais un fait de taille qui s'inscrit à l'encontre de leurs proclamations internationalistes.

CINEMA DU TIERS MONDE

Le cinéma tunisien : un cinéma qui s'émancipe

RECEMMENT nous avons pu voir à la télévision *« Les Ambassadeurs »* de Naceur Ktari. L'an dernier, *« Le Soleil des hyènes »* de Rida Behi était programmé dans les salles de cinéma, encore bien peu nombreuses. Le film *« Au Pays de Tararani »* marque un enracinemnet du cinéma tunisien dans les traditions culturelles nationales.

Le cinéma tunisien s'est développé à partir de l'indépendance en 1956. La Tunisie tente de s'assurer le monopole de l'importation des films. Il doit lutter, avec les sociétés européennes et américaines pour contrôler son propre marché intérieur.

Le cinéma tunisien c'est *« Carthage »* ; tous les deux ans, une grande rencontre du cinéma du tiers monde. C'est aussi un cinéma en pleine effervescence qui ne demande qu'à se développer, malgré la censure et la pression des sociétés américaines et française. Il est présent au festival du cinéma du tiers monde qui se tient jusqu'au 7 mai à Paris.

Une scène du film tunisien Les Ambassadeurs. Son thème : la vie des travailleurs immigrés à la Goutte d'Or à Paris.

Des 1956, date de l'Indépendance, la Tunisie a jeté les bases d'un cinéma proprement tunisien. Dès cette époque, en effet, un budget fut affecté au cinéma. Il fut utilisé sous forme d'aide à la production, de primes d'étude, de bourses à l'étranger, etc. Cela permit d'amorcer une production cinématographique indépendante.

LA CONSTRUCTION DE L'ÉQUIPEMENT TUNISIEN

En 1958, fut créée la SATPEC (Société nationale de production et l'expansion cinématographique), depuis, plus de vingt longs métrages ont été tournés en Tunisie. Le nombre des cinéastes n'a cessé de croître surtout depuis ces dix dernières années. Cela est dû à la formation de techniciens et à la constitution d'un équipement en machines et en appareils, outils indispensables de la cinématographie tunisienne. Pour accroitre son indépendance, la Tunisie a construit de 1965 à 1968, un ensemble laboratoire, situé à vingt kilomètres de Tunis qui permet le tournage et la finition des films en 16 et 35 millimètres noir et blanc. Ce complexe permet la réalisation de longs et courts métrages et d'actualités filmées. On parle de construire actuellement des studios de tournage et d'installer très prochainement un équipement couleur qui seul garantira la compétitivité des films vis-à-vis de l'étranger. Jusqu'à maintenant, les quelques films tunisiens en couleur étaient développés et tournés à l'étranger.

Il existe un comité culturel national qui, en collaboration avec la SATPEC, s'occupe de la politique culturelle cinématographique. Il fournit les maisons de la culture et les maisons de jeunes et utilise même des cinébus dans les endroits reculés. Ce centre contribue à faire connaitre le cinéma étranger par le biais des cinéclubs et de la cinémathèque qui existe depuis 1964 sous la responsabilité de la SATPEC. Cet organisme assure aussi la production, la distribution et l'exploitation des films et gère les cinémas d'art et d'essai. Le ministère subventionne aussi deux fédérations.

LA FÉDÉRATION TUNISIENNE DES CINÉASTES AMATEURS

La FTCA, créée en 1962, regroupe 24 clubs répartis sur tout le territoire ; ses membres organisent des débats, des cours théoriques d'initiation et la projection de films amateurs et professionnels.

Le bureau culturel organise tous les deux ans depuis 1964 un festival international du cinéma amateur à Kélibia au nord-est de la Tunisie, H'med Khéchin, auteur de *« Sous la pluie de l'automne »* et Rida Behi, auteur de *« Soleil des hyènes »* faisaient partie de ces cinéastes amateurs.

LE FESTIVAL DE CARTHAGE

La fédération tunisienne des ciné-clubs, créée en 1949, regroupe 200 000 adhérents et organise plus de mille projections de films par an dans tout le pays. Elle est à l'origine de plusieurs revues de cinéma diffusées dans tous le pays.

Avec le SRE, la SATPEC organise tous les deux ans *« les journées cinématographiques de Carthage »*. Ce festival a été fondé en 1966 par Tahar Chriaa, qui huit ans avant l'indépendance, avait été à l'origine de la fédération tunisienne des ciné-clubs. Ce festival est un rendez-vous pour tous les cinémas du tiers monde. Le comité culturel du ministère dispose de 60 millions par an pour favoriser le développement du cinéma. La Tunisie compte plus de 100 cinéastes. Nombre d'entre eux travaillent dans le court métrage et le cinéma documentaire. Alors que, après 1965, les réalisateurs voulaient surtout prouver qu'on pouvait faire des films en Tunisie, maintenant, l'effort est mis sur le style.

Mais le cinéma tunisien qui compte huit millions de spectateurs et 70 salles n'est pas sans problème.

Les réalisations tunisiennes ne sont pas assez distribuées dans les pays arabes et d'Afrique pour être rentables.

En 1974, douze films acquis par la Lybie, cinq par l'Algérie, deux par le Maroc, deux par le Liban et trois par l'Égypte. La SATPEC (Société nationale) se bat pour s'assurer le monopole total d'importation et de distribution des films que les sociétés occidentales et américaines veulent conserver. Résultat : la Tunisie est mieux approvisionnée en films américains qu'en films arabes ou africains.

De là résultent aussi les problèmes d'artistes formés à l'étranger pour faire des films dans un style et une tradition tunisienne alors que le public est essentiellement habitué aux films américains. Il faut ajouter à cela le fait que les co-productions avec les pays occidentaux restreignent la possibilité de création des cinéastes tunisiens. Sans parler de la censure qui paralyse bon nombre de cinéaste. Cependant tout un courant nouveau et riche s'affirme avec Rida Behi, Naceur Ktari, Hamouda Ben Halima, Abdelatif Ben Ammar, H'med Khechin.

Léon CLADEL

Cinéma Bonaparte
Mo St-Sulpice - téléphoner avant les séances

MUSIQUE !

Samedi 5 mai,
hipodrome de Pantin à Paris

La fête d'« Ecoute s'il pleut »

SAMEDI 5 mai, à l'hipodrome de la Porte de Pantin, *Ecoute s'il pleut* fête ses trois ans. *Ecoute s'il pleut* ? Qu'est-ce que c'est ? Encore de la pluie ? Printemps pourri ! Mais non, il y a erreur, eux, c'est le *« Printemps de Bourges »*, celui où il faisait beau et chaud dans son cœur. Mais pourquoi ce nom ? Il y a dans l'Essonne un ruisseau qui s'appelle comme ça. C'est près de là qu'a démarré l'entreprise. Drôle de nom pour une association d'artistes. D'autant plus que pour Larousse un *« écoute-s'il-pleut »* est *« un homme sans initiative »*. Alors là c'est trop ! Car si y'en a qui s'agitent et qui font remuer des choses, je veux dire au niveau de la chanson...

Ecoute s'il pleut, c'est : Areski-Fontaine, Michèle Bernard, Font et Val, Malicorne, Charlélie Couture, Urban Sax, Gwendal, j'en passe et peut-être des meilleurs. Et puis c'est aussi ceux qui, dans l'ombre, organisent et permettent... Ainsi Daniel Colling — à qui l'on doit, avec Alain Meilland, le *Printemps de Bourges* — dont nous publierons une interview dans le prochain bimensuel.

AU PROGRAMME

Areski-Fontaine : pas des nouveaux ceux-là. C'était il y a quatre ans, avec Higelin, vous vous rappelez ? Mais leur nouveau spectacle, lui, est nouveau, paraît-il, avec de nouveaux musiciens aussi, les Muzduts.

Guy Bedos : lui, tout le monde le connait, ou presque. Et pourtant, qu'on l'écoute davantage son comique corrosif : il dénonce !

Font et Val : Ceux-là aussi font rire et comment ! Libertaires, ils dégomment à tout va.

Castelhemis : Ses chansons contre l'armée, les cités de transit, nouveaux bidonvilles — *« La Favella de Levallois »* —, certaines nialseries « folkeuses » possèdent cette rare qualité de la chanson à-texte ; le dynamisme, la vitalité.

Plume Latraverse : Le Québécois comme on l'imagine : physique de bûcheron style Grand Nord, voix puissante, barbe épaisse. Mais son chant, le contraire de ce qu'on connait de là-bas. Les amateurs d'ambiance genre « sirop d'érable » seront déçus. Plume Latraverse, c'est plutôt Higelin avec sept heures de décalage horaire.

Urban Sax : 30 saxophones jouent tous ensemble et en même temps. Là peut-être la musique, sans texte, semble acquérir un sens, la rumeur de la ville avec, en plus, le plaisir de l'écoute.

Michèle Bernard : Elle chante, accordéon sur le ventre, des textes printaniers, graves parfois. Mais ça n'empêche. La fraîcheur de Michèle Bernard c'est, en plus de sa musique, *« cette fanfare du printemps cette musique qui attend, loin des corsets, loin des cuisines, (qui) naîtrait de vos poitrines, si vous vouliez voisines, si vous vouliez voisines... »*

La fête d'*Ecoute s'il pleut*, c'est enfin Renaud, Bijou, Jean-Yves Lulex, Oze, Hubert-Félix Thiefaine, Antoine Tome, René Wermeer.

Pierre VALSA

NOTE DE LECTURE

Un nouvel ouvrage des Editions du Centenaire

LES Editions du Centenaire viennent de traduire et de publier un nouvel ouvrage dans la collection « Petite bibliothèque chinoise » :

LEXIQUE POLITIQUE DE LA CHINE CONTEMPORAINE

Si vous vous demandez ce que veut dire mouvement sanfan et woufan, à quoi correspondent les quatre grandes libertés, ce qu'on entend par front uni révolutionnaire, à qui s'adresse les trois vérifications et les trois rectifications, quand se situe la campagne des cent fleurs, ce qui se cache derrière la politique de réduction énergique, qui sont les cadres du type 38, où se trouve le célèbre mont Liangchan, qui était Pou Yi, Wang Ming ou Li Lisan, comment on calcule la triple fixation, pourquoi l'on a conservé un taux de bénéfice du capital privé, selon quel critère l'on distingue une coopérative semi-socialiste d'une équipe d'entraide.

Si vous cherchez une définition succinte mais précise des trois principes du peuple, de la dictature démocratique populaire, des cinq principes de la coexistence pacifique, de la réforme agraire, du matérialisme dialectique, des forces productives et des rapports de production ; si votre compréhension de la Chine d'hier et d'aujourd'hui se heurte à chacun de ces termes et à bien d'autres expressions, ce petit lexique vous sera un outil de référence indispensable.

Avec l'explication de 438 termes et expressions, il couvre des sujets aussi variés que l'organisation de l'État, les mouvements politiques, l'économie, l'histoire, la littérature, la philosophie, les arts et les sciences. 40 proverbes chinois et 75 noms propres viennent compléter cet ouvrage qui s'adresse autant au profane, qui y découvrira le sens d'expressions jusqu'alors inconnues, qu'à l'initié, auquel il donnera un outil de référence d'actualité.

394 pages. Prix : 38 F. En vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe-de Girard, 75010 PARIS (Ajouter 3 F pour participation aux frais de port.)

ECHOS *des entreprises et quartiers*

(Photo HR)

Les travailleurs de la MFTC à Beauvais sont entrés en lutte contre les frères Willot, contre les licenciements et pour leurs revendications.

MFTC-BEAUVAIS

Les manigances des frères Willot

Lettre ouverte à la presse.

LES syndicats CGT et CFDT de la Manufacture française des tapis et couvertures à Beauvais (groupe Agache-Willot/Boussac) veulent dénoncer par ce communiqué les manigances des Willot, qui, de jour en jour, bradent les emplois dans le textile.

Avec l'aide du gouvernement, ils ont pu s'accaparer le groupe Boussac, et maintenant nous subissons les conséquences désastreuses.

A la Manufacture française de tapis et couvertures, comme dans beaucoup d'autres entreprises du groupe, une perpétuelle restructuration supprime des milliers d'emplois et des secteurs entiers de notre industrie.

Les travailleurs des usines Willot en ont assez de faire les frais des « escroqueries » des Dalton et organisent la lutte pour riposter à cette nouvelle agression sur l'emploi et pour imposer leurs revendications qui sont :

— Réduction du temps de travail vers les 35 heures.

— Retraite pleine à 60 ans pour les hommes.

— Retraite pleine à 55 ans pour les femmes.

— Amélioration des conditions de travail.

— 5e semaine de congés payés.

CFDT Section MFTC
5, boulevard Saint Jean
60000 BEAUVAIS.

ORLEANS

Quand les patrons lock-out pour démonter un syndicat gênant

(Photo HR)

Les travailleurs d'Entrepose en grève totale depuis le 29 mars étaient à la manifestation du 1er mai à Orléans.

ENTREPOSE, entreprise du bâtiment, emploie 4 000 travailleurs dont plus de 800 venant de 76 boites d'intérim. Chiffre d'affaires : 900 millions. Actuellement en contrat avec EDF pour la construction d'une centrale nucléaire à Dampierre-en-Burly (près de Gien). Un seul syndicat y est présent, la CGT qui regroupe plus de 300 syndiqués.

Les travailleurs d'Entrepose sont en conflit depuis la fin du mois de février.

Un délégué syndical CGT d'Entrepose, venu à la manifestation du premier Mai à Orléans, nous parle de la lutte : « *On est en grève depuis le 27 février, on a commencé à faire des débrayages d'une heure par jour pour faire aboutir le cahier de revendications qu'on a déposé : contrat, conditions de travail. A Entrepose, il y a énormément d'intérimaires. Le patron d'Entrepose — c'est pas n'importe qui, c'est le président de l'UIMM, un syndicat patronal si tu veux — a répondu à nos revendications par un lock-out.*

On a donc durci la lutte.

Là, la direction a tenté un coup de force, en licenciant quatorze travailleurs, tous militants CGT, dont six sont délégués du personnel et un délégué syndical. Un peu après elle en a licencié deux autres.

C'est clair qu'ils veulent foutre en l'air le syndicat par ces licenciements. On a riposté en bloquant l'accès du chantier et on est en grève totale depuis le 29 mars. On a entamé huit procès qui sont toujours en cours. Le comité d'entreprise et l'inspection du travail se sont prononcés contre les licenciements. La direction persiste quand même à maintenir les licenciements et s'est carrément retirée du chantier. Le patron, ce qu'il veut, c'est le pourrissement car il sait qu'on n'a plus de ressources depuis près de deux mois, c'est pour ça que pour nous, pour continuer, la solidarité, c'est important.

Si le 7 mai, il n'y a pas de solution, EDF suspendra son contrat avec Entrepose. Vu que le chantier de Dampierre-en-Burly représente 15 % de son chiffre d'affaires, il risque d'y avoir des licenciements ».

Blanchisserie de Grenelle
à Issy-les-Moulineaux

«Notre première revendication, c'est sur les licenciements»

Correspondant de
la banlieue Sud-Ouest.

LA blanchisserie de Grenelle appartient au groupe Fontex qui possède d'autres blanchisseries à Boulogne (Simon), à Buc. C'est un véritable trust puisqu'il fabrique aussi des machines, des rouleaux qu'il revend aux autres blanchisseurs. Il occupe une des premières places au niveau européen. Il n'a que des gros contrats (collectivités).

A Issy-les-Moulineaux, il y a 900 employés dont 60 % d'immigrés (Nord-africains, Portugais, Asiatiques). Depuis cinq semaines, une lutte dure y est engagée contre les bas salaires, pour de meilleures conditions de travail (voir HR N0 1083). Nous avons rencontré les grévistes.

Dès que nous entrons dans le café où sont rassemblés les grévistes, nous avons une idée de la mobilisation des travailleurs : le secrétaire de l'UL-CGT a, au bout du fil, les délégués qui négocient à Nanterre à la direction départementale de la main d'œuvre et du travail.

Ceux-ci font part des propositions du patron : une semaine payée (le lock-out), 6 % d'augmentation en trois fois sur l'année, mais rien sur les licenciements. C'est tout de suite que les travailleurs répondent : « *Pas de licenciement... Notre première revendication, c'est sur les licenciements* ». La réponse est transmise, la négociation doit continuer.

Aujourd'hui, mercredi, cela fait cinq semaines que dure la grève qui est toujours largement majoritaire. Pourquoi ?

UNE GREVE MENÉE DANS L'UNITE

On l'a vu, cette lutte est menée dans l'unité, de la façon la plus démocratique ; les travailleurs suivent cette première négociation directement et décident ensemble de la suite à donner. De plus, ils sont formidablement unis derrière leur seul syndicat, la CGT. La section est passée de 60 à 93 % aux dernières élections de délégués. La direction n'a toujours pas réussi à monter un syndicat à elle ; ce n'est pas faute d'avoir essayé. Et la direction craint le syndicat, car elle aurait bien aimer le mettre sur la touche et éviter d'avoir à négocier avec lui. Mais les travailleurs l'y ont forcé.

DES ACTIONS MULTIPLES, UNE LUTTE PROLONGÉE

Depuis cinq semaines, ceux-ci multiplient les actions (blocage de la circulation, manifestation, etc.) Toutes ces actions rassemblent plusieurs centaines de travailleurs et ce sont ces actions, cette lutte prolongée, qui ont forcé la direction à négocier pour les revendications.

C'est une première victoire. Et cela a eu lieu, malgré les intimidations de toutes sortes : lock-out, huissier, CRS, vigiles avec chiens, etc.

Les travailleurs sont conscients que leur lutte est aussi une lutte pour le droit de grève, qui, comme on le sait, est attaqué par le gouvernement en ce moment, comme les droits de manifestation et d'affichage.

Ils sont aussi conscients que si ces licenciements ont lieu (ceux de deux délégués CGT et de neuf autres travailleurs en majorité Nord-africains, qui appartiennent à un des premiers ateliers en grève), c'est la porte ouverte à d'autres. Déjà, la direction a bien essayé, régulièrement, de licencier du personnel ; mais jamais elle n'a pu arriver à ses fins, tant la mobilisation est forte. « *Dans un atelier de deux cents, aussitôt qu'il y a la moindre menace, on est cent cinquante prêts à débrayer immédiatement... Le bureau du patron est trop petit lorsqu'on va le voir tout le monde ensemble* ». C'est ce que nous racontent des travailleurs.

POUR UN MAXIMUM D'ATOUTS

Pour mettre le maximum d'atouts de leur côté, ils développent aussi la popularisation vers les autres blanchisseries. La CGT a également organisé des meetings dans les autres entreprises et elle souhaite que la CFDT s'y associe pour renforcer encore le soutien.

De toute façon, comme le dit le secrétaire de l'UL-CGT : « *Le plus grand désir qu'ont les travailleurs, c'est de reprendre le boulot mais en ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications. Et pour y parvenir, il n'y a qu'un seul moyen : continuer la lutte et la renforcer.* »

Correspondant de la banlieue Sud-ouest.

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

FOYER SONACOTRA D'ÉTAMPES (Essonnes). Journée porte-ouverte, le 5 mai.

Le foyer Sonacotra d'Étampes est en grève depuis trois ans. Après trois convocations au tribunal, la réponse sur la décision d'expulsion doit être connue le 17 mai.

Au programme de la journée portes-ouvertes, visite du foyer, forum, discussions, musique folklorique immigrée, couscous de l'amitié.

Le comité de résidents a appelé les syndicats, les associations, les partis à venir participer à cette journée.

Le foyer se trouve au bout du boulevard St-Michel à Étampes.

PARIS

Débat sur la littérature prolétarienne.

Un débat sur la littérature prolétarienne sera organisé par la Librairie populaire du 23 de la rue Saint-Sauveur (75002 Paris - Métro Réaumur-Sébastopol), le samedi 5 mai, à 15 heures.

Seront présents à ce débat : Jean-Pierre Graziani, auteur d'un recueil de poèmes ouvriers : Aïsha Bernis (poèmes), Paul A. Loffler, du Groupe des écrivains prolétariens : 1930-1939 ; Nicolas Dubost (*Flins sans fin* à paraître chez Maspéro).

BORDEAUX

Fête-Forum sur la liberté d'expression, sur la culture et l'argent.

Cette fête est organisée par l'Association pour la défense et l'extension des libertés (21, rue Lalande, Bordeaux-33 000. Tel : 91 87 16), le samedi 12 mai à la salle Jean Lurçat à Begles.

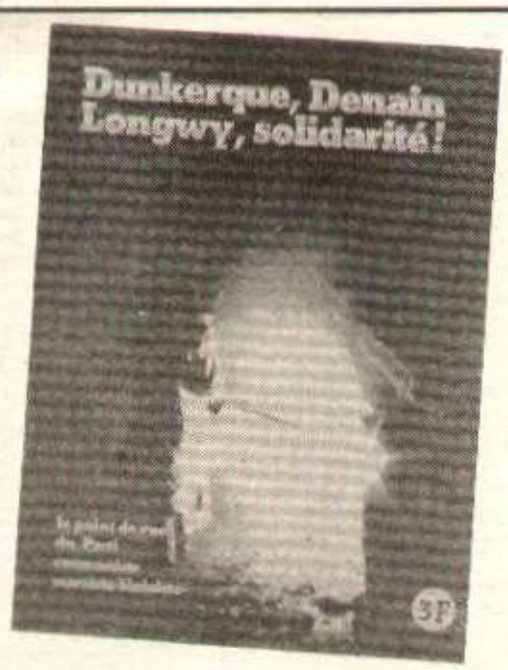
Présence du théâtre de l'*Héliotrope*, des *Tafurs*, du groupe *Urria*, etc. Une fête des enfants aura lieu de 14 à 18 heures.

9e *RENCONTRES THÉATRALES* A SEVRES

Soixante spectacles du 26 mai au 4 juin 1979. Organisés par l'association « *Rencontres théâtrales* ». Renseignements : Tel : 605 35 11 ou 626 56 10.

PREMIER FESTIVAL DU CINÉMA DU TIERS MONDE

Ce festival se déroule jusqu'au 7 mai au cinéma *Bonaparte*, 76, rue Bonaparte, Métro Saint-Sulpice (Paris). Téléphoner avant la séance au 326 12 12.



Pour commander cette brochure, écrivez au journal.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'*Humanité rouge*, boite postale 61 – Paris Cédex 18.

NOM. . . . . Prénom. . . . . .
Profession . . . . . .
Adresse complète . . . . . .

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drusne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

Entretien avec Daniel Pegoraro, militant syndicaliste CFDT

Les difficultés de la lutte à Sacilor

NOUS avons rencontré Daniel Pegoraro, militant syndical CFDT à Sacilor-Sollac. Il nous a semblé intéressant, à travers son témoignage, de faire connaitre la situation actuelle dans ce trust où 8 500 suppressions d'emplois sont prévues. Il donne également son point de vue sur les difficultés de la lutte dans ce trust. Autant de sujets qui seront à l'ordre du jour du rassemblement qu'organise notre parti le 13 mai à Fameck.

Pierre Burnand : Pourrais-tu nous indiquer quelle est la situation actuelle chez Sacilor.

Daniel Pegoraro : Le patronat n'a rien modifié de ses positions. Il y a eu cinq réunions qui se sont déroulées à Paris et il n'en est rien sorti de concret. Ils ont maintenu l'intégralité de leur plan.

On a pu constater qu'il y a aussi un certain nombre d'installations qui vont être restructurées dans les mois et les années à venir. Soit parce que les investissements qui seraient nécessaires ne sont pas réalisés, soit parce qu'il y a des projets de fusion avec la Société métallurgique de Normandie et avec l'usine de Pompey.

Seront menacés très rapidement le train à fil de Jœuf, le train à fer marchand d'Homécourt. Le train à fil de Jœuf fait des bottes de 500 kilos alors que les nouvelles normes sont de 1 200 kilos. Le train à fer marchand d'Homécourt va être concurrencé par la fusion avec la SMN.

L'usine d'Hagondange est menacée parce que sa production de fonte est dépendante de la production des hauts-fourneaux de Jœuf et de Rombas, lesquels sont déjà insuffisamment puissants pour approvisionner Gandrange.

D'autre part, ce transport de fonte va élever le coût de transport et cela va être un moyen pour le patronat de condamner l'usine d'Hagondange dans un terme assez rapproché. D'autre part, il y a deux usines qui font du rail, Micheville et St-Jacques. On a des craintes pour l'avenir de l'une ou l'autre de ces deux usines, notamment Micheville. Donc de très fortes craintes pour l'avenir des travailleurs, avec de nouveaux licenciements en vue.

Pour la Sollac, il y a aussi de graves problèmes qui se posent pour l'avenir car le train à chaud est dans un état de vétusté assez avancé, les lignes de décapage sont assez vieilles et menacent d'être assez rapidement en rupture.

Par ailleurs, il y a une menace sur l'emploi des 7 000 mineurs de charbon qui travaillent de façon directe ou indirecte pour la sidérurgie. La cokerie d'Hagondange va fermer et la cokerie d'Homécourt arrive à bout de course en 1981.

Les licenciements sont suspendus jusqu'au terme de la négociation de la convention sociale vers le mois de juillet. C'est en fonction des négociations de la convention sociale que le patronat annoncera le nombre de licenciements. La convention sociale prévoit à l'heure actuelle le dégagement à 55 ans, voire à 50 ans pour d'autres salariés qui seraient handicapés ; il y a aussi les mesures de départ volontaire qui, à l'heure actuelle, dépassent les mille candidatures sur le groupe Sollac-Sacilor. La direction prévoit environ 2 300 départs volontaires.

Les négociations n'ont pas permis de développer l'action revendicative nécessaire pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

LE PROBLEME DES GREVES DE 24 HEURES

PB : Quelles sont à ton avis les raisons pour lesquelles il n'y a eu que peu de riposte ?

DP : Ces derniers temps, on a été entrainés dans des grèves de 24 heures sans lendemain, qui ont découragé un certain nombre de travailleurs sur la possibilité effective, avec un tel type de lutte, de déboucher sur quelque chose de concret. Il faut noter aussi que les salariés de Sacilor ont en moyenne deux ou trois jours de chômage à l'heure actuelle, alors qu'auparavant, il y a eu cinq, six jours pour certains. Il est évident que les travailleurs qui voient leur salaire amputé de façon assez importante, hésitent à faire grève. Une grève de vingt-quatre heures qui ne fait pratiquement rien perdre comme production au patronat est interprétée comme un jour de chômage supplémentaire.

Les journées de 24 heures, on ne peut pas y être opposé par principe, mais les répétitions de 24 heures comme on en a eu, avec des manifestations de moins en moins importantes, cela n'a pas contribué à faire monter la confiance dans les organisations syndicales et à pouvoir remettre en cause les objectifs patronaux.

Je ne dis pas que s'il y avait eu d'autres méthodes d'action on aurait pu aboutir à des résultats plus concrets, mais ça aurait valu la peine d'essayer.

LES PROBLEMES AURAIENT ÉTÉ LA QUAND MEME

Et puis, à un moment donné, même les travailleurs croyaient que le Programme commun, l'arrivée de la gauche au pouvoir solutionneraient les problèmes. En fin de compte, cela n'a pas été le cas.

Tout de suite après les élections, il y eut une période de six mois où tout le monde était abattu car tout le monde croyait que la sidérurgie nationalisée, tous les problèmes seraient réglés. En fin de compte, c'était un mauvais calcul. D'une part parce que la gauche n'est pas arrivée au pouvoir. D'autre part parce que même en y étant arrivée, les problèmes auraient été là quand même.

Il aurait fallu les résoudre, notamment avec l'action syndicale. En septembre-octobre derniers, on a eu un certain nombre de litiges avec la CGT car on voulait étendre les luttes, et on s'est heurté à un barrage. On était toujours dans la période des 9 200 suppressions d'emplois qui avaient été annoncées en avril 1977. Il y a eu une grève décidée par l'ensemble des organisations syndicales pour la garantie de l'emploi, contre les licenciements, pour la cinquième équipe, en septembre 1978. Si cette grève était massivement suivie, nous voulions l'étendre dès le lendemain et l'ensemble des organisations syndicales avaient dit : on ne peut pas prendre d'engagement aujourd'hui, mais on jugera en fonction des présents à la grève et à la manifestation, s'il y a lieu de poursuivre ou pas. Il y a eu au moins 60 ou 70 % de grévistes ce jour-là.

Nous avons donc demandé aux autres organisations syndicales d'appeler les travailleurs à poursuivre la lutte et il y a eu un barrage de la CGT qui a dit qu'il fallait remettre la grève à un autre moment, avec plus d'ampleur, plus d'explications. On n'a pas voulu rompre le front syndical. On a fait connaitre notre position en disant qu'il aurait fallu poursuivre l'action.

Quinze jours après la CGT nous a demandé d'organiser un référendum pour savoir si les travailleurs étaient d'accord pour une grève à durée indéterminée. Il y a eu 50 % de votants et sur ces 50 %, il y a eu plus de la moitié qui étaient d'accord pour ça. On a lancé ce mot d'ordre de grève. C'était nettement moins important que le mois d'avant.

Le fait d'avoir trop attendu pour engager l'action a été un des facteurs dans la démobilisation.

LA CAMPAGNE DE DIVISION DU GOUVERNEMENT

Il faut tenir compte d'une particularité au groupe Sacilor-Sollac. Contrairement à Denain ou Longwy, ce n'est pas une installation complète qui arrête, avec l'ensemble des salariés licenciés.

Les usines sont réparties sur plusieurs dizaines de kilomètres et les travailleurs des installations qui ferment se disent qu'ils peuvent être mutés. Ce ne sont pas les travailleurs de l'installation qui ferme qui sont automatiquement licenciés. Il y a eu plus de 10 000 mutations qui se sont produites. Ça peut être un travailleur d'une installation qui n'est pas touchée qui est licencié.

Et puis il y a eu une campagne raciste menée à un moment donné, disant qu'il fallait mettre les immigrés dehors. Certains ont voulu faire croire qu'en renvoyant les immigrés, les autres salariés se retrouveraient à l'abri.

A l'heure actuelle, si on fait le constat, on remarque qu'il y a un abattement parmi les travailleurs et les militants des organisations syndicales. Plus personne ne sait comment la lutte va reprendre et quels vont être les résultats du plan gouvernemental. On a bien conscience que s'il n'y a pas de lutte, ils iront jusqu'au bout et ce sera très douloureux pour les travailleurs.

Il y a maintenant le phénomène de la prime de départ volontaire de 50 000 francs. Les travailleurs s'inscrivent là dedans. La réaction devient individuelle, en se disant : « *Est-ce que moi je vais être touché ? Est-ce que je vais partir à 55 ans, à 50 ans ?* ». Les jeunes cherchent à partir en se disant : « *Je n'ai plus tellement d'avenir dans la sidérurgie* ». Il y a vraiment un climat très difficile.

LA RÉPRESSION ANTISYNDICALE

PB : Y a-t-il une répression antisyndicale particulière à l'heure actuelle ?

DP : Au sein du groupe Sollac-Sacilor, il y a une très forte répression antisyndicale qui nous ramène à 20 ans en arrière. Tant au niveau de la CFDT que de la CGT, la moindre action qui est menée maintenant est sanctionnée par des mises à pied qui peuvent aller jusqu'à une semaine sinon plus.

Ça se traduit aussi par des demandes de licenciements. Il y a eu une demande de licenciement à Sollac qu'on a réussi à réduire puisque ça s'est transformé en une mutation. Mais le militant concerné se retrouve avec une perte de 640 F par mois.

Par ailleurs, après l'occupation des grands bureaux de la Sollac, le 23 mars, la direction a porté plainte avec constitution de partie civile, afin de traduire des militants syndicaux devant les tribunaux.

PB : Si c'était à recommencer, qu'est-ce qu'il faudrait refaire et qu'est-ce qu'il ne faudrait pas refaire à ton avis ?

DP : On représente pratiquement autant de voix que la CGT au niveau du groupe Sollac-Sacilor et les travailleurs aspirent à l'unité syndicale. Tant qu'il n'y a pas unité syndicale, l'action syndicale s'en ressent aussi. Tout seuls, on n'arrivera pas à déclencher des actions de grande envergure qui soient à la mesure des problèmes posés. Il aurait peut-être fallu mieux expliquer nos positions aux travailleurs, mais ce qui nous a guidés, c'est la volonté de ne pas briser cette union syndicale. Faire autre chose, ça aurait peut-être été possible, mais extrêmement difficile, en sachant qu'on risquait d'aller à une rupture avec la CGT et que tous seuls, c'est pratiquement impossible de mener des luttes très importantes au niveau du groupe Sollac-Sacilor.

Du côté de la CGT, il était évident qu'il n'y avait pas la volonté de s'engager dans des actions de plus grande envergure, plus dures, qui nous auraient permis de rendre plus crédible la possibilité d'obtenir satisfaction.

**Les intertires sont de la rédaction.*

(Photo HR)